

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI

6 AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 lire
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS

ITALIE:

Le PCI offre son abstention au gouvernement des patrons



Giulio Andreotti, chef du gouvernement italien

Judi soir, au Sénat, les représentants communistes et socialistes ont expliqué qu'ils s'abstiendraient lors du vote de confiance assurant ainsi l'installation du gouvernement minoritaire démocrates-chrétiens. Peu critiques sur le programme, les communistes ont salué la fin de « 29 années d'opposition » de leur parti qui leur permet de « faire valoir la force et l'influence du PCI ».

C'est donc un gouvernement minoritaire démocrate chrétien qui sort des élections du 20 juin en Italie. Paradoxe si l'on se souvient que le PC fut le principal vainqueur de cette consultation (voyant ses voix passer de 27 à 34 %), et que la DC se contenta de maintenir ses voix (38 %), échappant ainsi à l'effondrement que tout le monde - y compris elle-même - prévoyait.

Plus que les promesses électorales de la DC, les impératifs du capitalisme international et du patronat italien ont joué un rôle déterminant dans ce choix. Certes, ceux-ci, tout comme la DC et Andreotti, auraient sans doute préféré voir relancer l'alliance préférentielle avec les petits partis laïcs et le Parti socialiste, qui aurait permis de former un gouvernement majoritaire. Ceux-ci ont refusé.

La bourgeoisie italienne et internationale craignaient fort en juin de voir le PCI s'affirmer comme le premier parti du pays. Les grandes craintes du printemps écartées, il

s'agit dorénavant pour la bourgeoisie de créer les conditions d'une relance de la production et des profits.

L'aide internationale est clairement conditionnelle; on se souvient des virulentes déclarations du chancelier allemand Schmidt à la mi-juillet: nous vous aiderons à condition qu'aucun communiste n'entre dans le nouveau gouvernement. Schmidt visait à faire pression sur Andreotti au moment où celui-ci formait son nouveau cabinet, mais également sur le PCI, en faisant indirectement appel à son « esprit de responsabilité nationale ». Il disait en quelque sorte: nous aiderons l'Italie à sortir du marasme, si vous (communistes) n'avancez pas d'exigences au niveau gouvernemental.

La communauté économique européenne a, elle aussi, fait connaître les conditions de son aide au futur gouvernement italien.

Suite page 2

AFRIQUE DU SUD

Les affrontements avec la police ont repris jeudi après-midi à Soweto. C'est contre un cortège de plus de 5 000 Africains (en majorité des jeunes) que la police a ouvert le feu. Un noir aurait trouvé la mort lors des affrontements.

Après la fusillade les manifestants se seraient dispersés puis regroupés pour poursuivre leur marche. D'autres quartiers de Johannesburg ont également connu

des tentatives de manifestations noires.

Cette nouvelle manifestation a été déclenchée à l'issue d'une réunion publique dans une école au cours de laquelle le Comité représentatif des étudiants de Soweto, organisateur de la marche de mercredi, s'était prononcé contre une nouvelle marche. Il a été totalement débordé par les jeunes noirs présents.

Suite page 3

POLLUTION RADIO-ACTIVE EN ESSONNE

Dans la matinée du 7 juillet, une importante quantité de tritium radioactif s'est échappée dans le milieu environnant à la suite d'un incident survenu au cours d'une manipulation au centre atomique de Bruyères le Châtel, près d'Arpajon dans l'Essonne.

Selon les chiffres donnés par la direction du centre, c'est l'équivalent de 30 000 curies en tritium qui est venu s'ajouter en un court laps de temps à la radioactivité ambiante déjà suffisamment importante en raison de l'apport des diverses et nombreuses autres sources artificielles de rayonnement.

Cet incident n'a d'ailleurs été révélé qu'à la suite de l'intervention des syndicats CFDT et CGT auprès de la direction. Celle-ci n'avait en effet jugé nécessaire d'aviser ni la commission hygiène et de sécurité, ni le médecin de travail du centre. Soit par méconnaissance des risques, soit par accoutumance du travail sur des matières dangereuses, cadres et personnel d'exécution concernés ont également conservé le même mutisme. Les syndicats n'ont donc eu connaissance de l'événement que par des sources extérieures à l'entreprise.

Suite page 6

LA HAIE D'HONNEUR

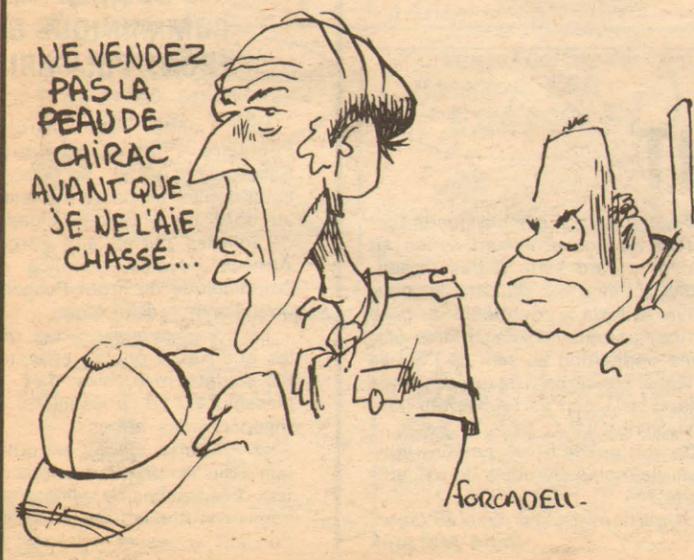
Guy Drut, membre du Conseil National de l'UDR et conseiller sportif de J.Chirac est invité à la fête de l'Humanité. A première vue, cette information a pu paraître surprenante.

A y regarder de plus près, elle n'est que la conséquence logique de la dernière déclaration du BP du PC qui réaffirmait « son attachement à l'existence des Jeux Olympiques ».

A supposer qu'il fallait encore confirmation, cette décision rejoint naturellement la politique de la main tendue et la recherche constante des points d'accord qui peuvent exister avec les vestiges de l'UDR. L'invitation de Drut s'inscrit dans une stratégie volontairement apolitique (sur les stades, on ne fait pas de politique!) et gageons qu'elle doit rester en travers de la gorge de plus d'un militant communiste qui se souvient sans doute de Drut déclarant qu'il dédiait sa victoire à 50 % des Français. Certainement pas ceux qui se rendront à la fête de l'Humanité.

LES SAFARIS DE GISCARD AU GABON

NE VENDEZ PAS LA PEAU DE CHIRAC AVANT QUE JE NE L'AIE CHASSÉ...



6-7 août, festival d'Arles

QUE DE LA MUSIQUE

Arles! Enfin un festival où seule la musique comptera: l'organisation (Yasmin) est une organisation de province sans grand passé ni grand espoir. Leur seul désir est de s'installer dans une ville et de réussir à créer une référence leur permettant de recommencer chaque année. Rien en dehors de deux jours de musique. Dépendant avant tout des musiciens et du public, ils n'ont aucune possibilité de réussite en dehors de ceux qui consomment ou agissent à l'intérieur du festival. Grande distance avec le Castellet ou autre où le public n'est qu'un pion d'une énorme machination financière et publicitaire. A Arles pas d'arnaque, pas de démagogie. Plutôt de la naïveté. On ne peut la leur reprocher. Le discours boy-scout des programmes: s'ils parlent de fête, de communion, c'est que nous sommes les seuls à pouvoir rendre cette histoire possible, réalisable. A part le public, seuls les musiciens gardent un pouvoir, une possibilité d'intervention et de création. Et ça, c'est intéressant, parce que pas si courant que cela. C'est pour cela que le festival prend une dimension importante, sans doute plus qu'Orange. On ne demande pas



Michel Portal

mieux, que de trouver enfin un lieu de confrontation totale avec des musiciens sans intermédiaires, uniquement autour de la musique.

Personne pour vous dire la leçon, personne pour intervenir dans vos phantasmes, dans vos désirs musicaux, enfin une occasion de réagir, de se foutre de la manière dont est produite la musique, une occasion de ne par-

ler que du résultat: parler des sons, des rythmes, trouver une raison valable à notre complexe de spectateur, justifier une dérive sans l'expliquer. Baratin de désirant, déviation réformiste du consommateur béat ayant perdu tout sens critique? Peut-être, mais essayez de nous déguster de cela!

Suite page 7

ESPAGNE

Les 25 premiers amnistiés retrouvent lumière et liberté

25 ordres de libération ont jusqu'à présent été transmis par la direction générale des institutions pénitentiaires. D'autres ordres de libération, en application du décret d'amnistie de Juan Carlos, seront sans doute transmis aujourd'hui et dans les prochains jours. Le ministre espagnol de l'intérieur a transmis au ministère des affaires étrangères les instructions qui doivent être envoyées aux ambassades et aux consulats espagnols à l'étranger pour la remise de leur passeport aux exilés.

Mais il semble que l'amnistie partielle décrétée par Juan Carlos ne plaise pas à tous les secteurs du régime. La déclaration faite au quotidien *La Vanguardia* par le ministre de la défense, le lieutenant général Alvarez Arenas Pacheco selon laquelle l'armée respecte la mesure d'amnistie de Juan Carlos n'a pas atténué les rumeurs selon lesquelles les représentants de l'armée au sein du gouvernement se seraient opposés au décret d'amnistie.

Le journal des anciens combattants *Alcazar (extrême droite)* revient d'ailleurs sur les récents propos tenus par le ministre de la défense. A l'occasion de la remise des brevets de 330 sous-lieutenants à Tolède, le ministre avait affirmé devant le roi que *les pays occidentaux vivent une guerre subversive souterraine, faite de propagande, de drogue, de pornographie et de terrorisme*. Ces armes étant d'autant plus dangereuses, qu'elles coïncident avec une situation de faiblesse de l'Etat, de dissolution de la morale nationale et de mise à l'encan de 40 ans d'histoire.

Par ailleurs, la répression a été particulièrement dure contre les prisonniers de droit commun qui avaient manifesté dimanche sur les toits de la prison de Carabanchel parce que l'amnistie ne s'appliquait qu'à certains prisonniers politiques. Mis au cachot, après avoir été frappés les détenus ont été transférés « dans des conditions inhumaines » selon les avocats, vers d'autres centres pénitentiaires. Selon un avocat, *quelques prisonniers ont tenté de se donner la mort en s'ouvrant les veines de peur de la répression*.

• Dans une conférence de presse jeudi à Madrid, les trois membres du comité central du Parti communiste espagnol libérés la veille ont déclaré que l'amnistie devait être considérée comme *un geste de bonne volonté de la part du gouvernement, un pas en avant et le point de départ pour une démocratisation du pays*.

LIBAN

La réunion quadripartite reportée DES LENDEMAINS QUI DECHARENT

La suite de l'évacuation des blessés de Tall el Zaatar n'a pas eu lieu hier « en raison de difficultés techniques. Elle doit reprendre normalement ce matin ».

En fait, il semble que la droite libanaise, bien qu'ayant signé l'accord de cessez-le-feu, soit encore divisée. Une aile dure s'opposerait à l'évacuation des blessés du camp et proclame qu'il n'y aura pas de paix au Liban si tout le secteur chrétien n'est pas « nettoyé de toute présence palestinienne et gauchiste ». Des

ITALIE

LES COMMUNISTES OFFRENT LEUR ABSTENTION A LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

Le patronat italien qui, faute de mieux, a fait bloc derrière la DC lors des dernières élections, entend lui aussi faire peser ses conditions. Lors de la passation de pouvoirs à la tête du syndicat patronal italien, la Confindustria, de Agnelli à Carli (ancien directeur de la Banque d'Italie), le patron de la FIAT a déclaré : *sans une récupération rapide de la productivité, on ne sort pas de la crise et on ne met pas en place les conditions de base qui puissent nous permettre de nous passer des aides extérieures humiliantes. (...) La dignité nationale se défend aujourd'hui en démontrant un sens des responsabilités pour réaliser la reprise la plus rapide et en participant avec équité aux sacrifices nécessaires*.

Les communistes présents lors de cette réunion du syndicat patronal (président du parlement Ingrao et les députés Peggio et Barca) ont dû apprécier ce discours aux relents nationalistes qui ne visent pourtant qu'à faire connaître les impératifs du patronat italien : la relance de la productivité et les sacrifices « nécessaires » (blocage des salaires).

La situation économique italienne exige en effet, du point de vue du patronat, des mesures radicales. La reprise que l'on a pu noter au cours du premier semestre 1976 est essentiellement due à la dévaluation de la lire de près de 30 %. Les prévisions de l'OCDE pour l'Italie notent qu'une nouvelle stagnation sera enregistrée au second semestre ainsi qu'une forte hausse des prix qui portera le taux d'inflation annuel à plus de 25 %. De plus cette légère reprise n'a eu aucune influence positive sur l'emploi. Si on a assisté à une augmentation des heures travaillées, cela ne correspond pas à une hausse de l'embauche. Les entreprises ont moins recours à la caisse de compensation pour réduction d'horaires, et dans certains secteurs les heures supplémentaires sont largement utilisées (dans certaines usines les travailleurs font jusqu'à 60 heures hebdomadaires). De plus les jeunes à la recherche d'un premier emploi sont les plus frappés par cette situation. Ils sont aujourd'hui près de 700 000, et ce chiffre augmentera à la rentrée de septembre.

Pour le patronat il s'agit avant tout de relancer la production en augmentant la productivité (lutte contre l'absentéisme) et une meilleure utilisation des établissements (réduction des jours fériés, étalement des vacances, mobilité de la main d'oeuvre, etc) et

d'augmenter leur marge de profit (proposition masquée de blocage des salaires, remise en cause de l'échelle mobile en vigueur). Pour cette attaque ouverte contre les travailleurs ils cherchent à s'adjoindre la complicité des directions syndicales et politiques ouvrières (PCI), sans pour autant les associer au gouvernement.

Ainsi avant de rédiger son programme présenté aujourd'hui au parlement, Andreotti a consulté les directions syndicales pour « écouter et prendre en considération » leurs remarques. Celles-ci ont montré une grande « disponibilité » en se disant prêtes à « contenir pendant une certaine période la dynamique salariale », à envisager un « blocage pour les salaires supérieurs à un certain plafond » et « un blocage de l'échelle mobile pour les salaires supérieurs à 500 000 lire » (environ 3 000 F par mois). Elles se sont également déclarées disposées à lutter contre l'absentéisme et à considérer la question des jours fériés.

En contrepartie celles-ci demandent des « garanties sur un programme d'investissement pour relancer la production et l'emploi ».

Les grandes lignes du programme d'Andreotti montrent qu'il a tenu compte des « disponibilités syndicales » : il est très précis sur les mesures immédiates anti-populaires et d'un niveau de généralité effarant sur les « bonnes intentions » à long terme. Ainsi il fait quelques affirmations de principe sur « l'élargissement de la base productive, l'augmentation des investissements, le développement du

mezzogiorno, etc ». Pour le reste, il propose : une augmentation des impôts directs, des tarifs des services publics, limitation maximum des hausses salariales dans le secteur public, et blocage de l'emploi dans ce secteur ; blocage temporaire des augmentations des salaires élevés, mais aucun « plafond » n'est mentionné ; lutte contre l'absentéisme, « discussion sur l'échelle mobile, etc ». Un programme clairement anti-ouvrier.

La reculade au galop du PCI

Il propose parallèlement d'associer les syndicats dans une commission ad hoc pour contrôler l'application de son programme et

mettre en place une « concertation permanente ». Car Andreotti sait bien que sa marge de manoeuvre est limitée et qu'il lui faut tenter d'obtenir l'appui des directions réformistes.

La déclaration d'abstention faite par le PCI au sénat hier (et lundi par Berlinguer au parlement) est réservée à la galerie, mais aussi aux militants du PCI. La décision du PCI date déjà de quelques semaines.

Son « intrangéance » sur la question gouvernementale risquait de faire douter de son « esprit de responsabilité nationale ». Aussi s'est-il engagé dans une négociation serrée dans les coulisses qui lui a amené d'abord la présidence du Parlement pour Ingrao et la présidence de 7 commissions parlementaires. Il ne peut en effet pas expliquer sa reculade à ses membres et à son électorat sans offrir une contrepartie. Car il est vrai qu'en quelques semaines, la direction du PCI est passée de l'exigence d'un gouvernement d'union nationale, à celle d'un accord entre toutes les forces au Parlement, puis à suggérer qu'on lui demande de s'abstenir pour finalement « offrir » son abstention sans qu'on la lui demande explicitement. La pillule est dure à avaler pour les travailleurs qui souhaitent voir la gauche au pouvoir, certes, mais aussi pour ceux qui croyaient à l'illusion du « compromis historique » qui devait voir le PCI entrer au gouvernement par la grande porte.

« La fin d'un monopole » titre l'éditorialiste de *L'Unità* pour saluer l'entrée du PCI dans l'aire gouvernementale. Le PCI veut voir dans ce nouveau gouvernement une phase de transition qui prépare sa participation directe aux responsabilités du pouvoir. Mais la bourgeoisie italienne voit également le gouvernement italien comme une étape de transition... vers la stabilisation et le rétablissement de son pouvoir économique et politique. Aujourd'hui 6 août, alors que les parlementaires s'envoient des déclarations de bonnes intentions et des déclarations d'abstentions, les travailleurs italiens sont en vacances (souvent en restant chez eux, car seulement 30% des Italiens partent en vacances) et on ne leur a pas demandé leur avis. Ils l'avaient pourtant donné le 20 juin en votant massivement pour les partis ouvriers. Les directions réformistes doivent s'attendre à ce qu'ils le donnent de nouveau à la rentrée de septembre en se dressant contre le plan patronal et leur honteuse trahison.

Anna Libera

aux quatre coins du monde

COREE DU SUD : DIX ANS DE PRISON REQUIS CONTRE KIM DAE JUNG

L'accusation a requis à Séoul une peine de 10 ans de prison, ainsi qu'une privation des droits civils pour la même période contre le leader de l'opposition démocratique sud-coréenne, Kim Dae Jung.

Kim Dae Jung et 17 co-inculpés sont accusés de haute trahison pour avoir notamment demandé la démission du président Park Chung Ree dans une « proclamation sur le salut national et la démocratie » publiée le 1^{er} mars dernier.

L'accusation a demandé contre les 17 co-inculpés, parmi lesquels figurent l'ancien président sud-coréen Yoon Po Sung, le leader chrétien Ham Suk Heun et le député Chung Yil Hyung, des peines allant de trois à dix ans de prison.

Etats-unis : MANIFESTATION CONTRE LE VIOL

Plus de 400 new-yorkaises ont manifesté contre le viol mercredi soir à Central Park et pour exiger « le droit de marcher la nuit ». Les manifestantes, membres des différents groupes de libération des femmes ont demandé que les personnes accusées de viol soient jugées avec la plus grande sévérité. Le mouvement se propose notamment d'aider les femmes qui rentrent tard chez elles à voyager en groupes dans le métro pour plus de sécurité.

Central Park, cet immense rectangle de verdure qui occupe le centre de Manhattan et sert dans la journée de lieu de délasserment aux new-yorkais est connu pour être un endroit peu sûr, dès que tombe la nuit. Aussi les promeneurs, hommes ou femmes, y sont-ils rares.

SAHARA OCCIDENTAL : COMMUNIQUE DU FRONT POLISARIO

Une unité de l'Armée Populaire de Libération Saharouie (APLS) a attaqué lundi dernier un poste marocain au nord de M'Sied, infligeant de lourdes pertes aux Forces Armées Royales, annonce un communiqué du Front Polisario publié mercredi à Alger.

Le communiqué précise que les guérilleros ont en effet tué 53 soldats marocains, fait 15 blessés et 20 prisonniers et récupéré des armes.

Le Polisario ajoute en outre que « dès les premiers coups de feu, des dizaines de soldats ennemis ont pris la fuite, en abandonnant armes et matériel ».

La partie n'est pas finie au Liban.
Walid Marzouk

AFRIQUE DU SUD

SOWETO : UN BARIL DE POUDRE NOIRE

Murphy Morobe, vice président du « Conseil représentatif des étudiants de Soweto », une organisation créée au début de la semaine par les délégués de 40 écoles, a implicitement reconnu, dans une déclaration aux journalistes, que son mouvement était à l'origine des manifestations organisées mercredi matin. Ces manifestations qui ont fait au moins trois morts et plusieurs dizaines de blessés, avaient pour but de demander la libération des personnes arrêtées lors des événements du mois de juin.

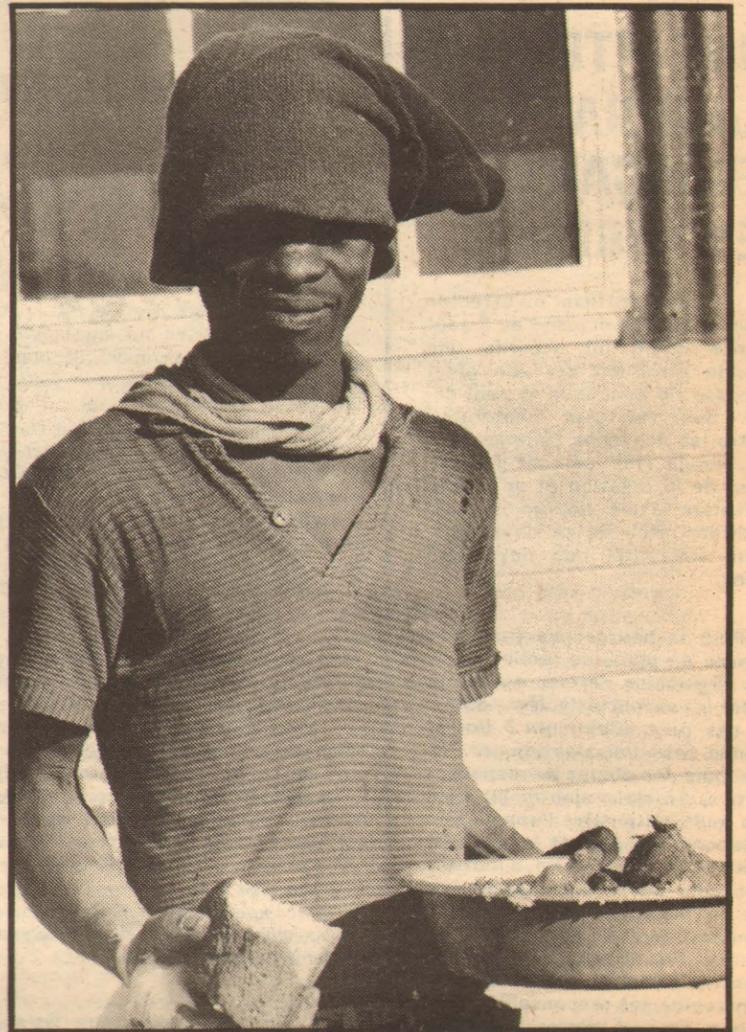
Le dirigeant étudiant a souligné qu'il souhaitait que l'association des parents d'élèves noirs, créée lors des affrontements de juin dernier, fasse part des revendications du Conseil représentatif aux autorités. Ces revendications portent notamment sur la refonte du système d'éducation réservé aux Africains dont il a estimé qu'il était « destiné à domestiquer les Africains et à en faire les pantins du régime raciste ».

LES NOUVEAUX MERCENAIRES

Alors que le chômage touche en Europe de plus en plus de travailleurs qualifiés ou semi qualifiés, l'Afrique du Sud, elle, en manque cruellement. Un besoin né de sa politique d'apartheid : seuls les blancs sont à même d'occuper des emplois qualifiés de par le système du « job réservation » ou « color bar ». Dans le même temps le chômage parmi les noirs atteint 20 % (estimation couramment admise). Or le développement industriel du pays a entraîné un besoin croissant de main d'oeuvre qualifiée.

Aussi a-t-on assisté depuis quelques années, notamment pour les mines, à la mise en place d'une formation professionnelle minimum pour des noirs, utilisés comme « auxiliaires » à des postes de responsabilités. Mais, pour les racistes de Johannesburg, le principal moyen pour acquérir un personnel qualifié reste l'immigration. D'autant qu'ils ont besoin, outre de travailleurs pour leur industrie, de combattants blancs, de policiers, de fonctionnaires, de militaires pour maintenir le système de ségrégation.

C'est là un aspect de la politique d'apartheid, qui reste méconnu et qu'il est nécessaire de dénoncer. Aussi à travers l'Europe, des actions ont lieu dont le but est la mise à jour des officines de recrutement, le recensement des offres d'emploi, et l'explication aux candidats potentiels qu'accepter un emploi en Afrique du sud c'est conforter la forteresse blanche, c'est accepter de devenir un mercenaire de l'apartheid.



Le type de « migrants » qui accepte de rallier l'Afrique du sud aujourd'hui n'a rien à voir avec ceux du passé (huguenots français, colons hollandais en Afrique du sud et Rhodésie, colons allemands en Namibie). Ces gens venaient dans ces territoires avec l'intention d'y rester et leurs descendants y vivent encore. Aujourd'hui il s'agit de personnes qui abandonnent leur pays d'origine pour 4 ou 5 ans avec l'intention d'y revenir ensuite. Un phénomène étroitement lié aux multinationales qui transfèrent leur personnel d'un pays à l'autre selon leurs besoins. En outre, la loi interdisant aux investisseurs étrangers d'utiliser de la main d'oeuvre africaine, ces derniers sont de ce fait obligés d'expédier avec leur capital des travailleurs spécialisés.

L'immigration sélective

Après la deuxième guerre mondiale une vague d'immigration vers l'Afrique du sud coïncida avec les élections de 1948 qui portèrent les

nationalistes au pouvoir, lesquels mirent aussitôt fin à la politique favorable à l'immigration du Parti uni (united party). Ils définirent une nouvelle politique, celle de « l'immigration sur une base sélective ». Dans un texte qu'ils envoyèrent à la commission de sélection des immigrants, siégeant à Londres, on peut lire qu'il est nécessaire d'accroître la population blanche afin de maintenir la civilisation occidentale en Afrique pour les siècles à venir. Depuis 1948 on en est resté là. Il s'agit d'augmenter la population blanche pour ne pas sombrer dans une mer de couleur, sans toutefois ouvrir grandes les vannes car un afflux d'immigrants en majorité de langue anglaise pouvait aboutir à des élections qui chasseraient le Parti nationaliste du pouvoir. Limitation et choix des immigrants seront dès lors des constantes de la politique raciste.

Les rouges de l'immigration

En Afrique du sud un ministère

spécial a été créé en 1961. Il existe dans toutes les grandes villes et possède des bureaux dans la plupart des capitales européennes. Son rôle est de planifier l'arrivée et la recherche de nouveaux immigrants en tenant compte de la nécessité d'une approche discrète dans les pays d'origine. En plus de ce ministère, le gouvernement sud africain a reconnu deux organisations privées qui se livrent au même travail : « La South African Immigration Organisation (Pty)LTD » (« Samorgana ») qui agit en Grande-Bretagne et la « Transa (Pty) Ltd » dont les activités s'exercent en Suisse, Allemagne et Autriche. Outre ces moyens ouverts, le gouvernement sud-africain utilise des canaux plus insidieux. Le célèbre « Club des dix » par exemple, grâce à un financement sud-africain, fait passer dans les journaux des annonces pour promouvoir l'image officielle de ce pays ; un article portait le titre évocateur de « A place in the sun » (une place au soleil).

Le CIME

Il faut ici prendre la peine de s'attarder sur le rôle du CIME (Comité inter-gouvernemental pour les migrations européennes). Fondé en 1952, cet organisme était une organisation temporaire ayant pour but de résoudre les problèmes de l'émigration en Europe. Son siège se trouve à Genève (9, rue du Valis) et en sont membres de très nombreux gouvernements européens ou latino-américains. Une liste qui fluctue : la France s'en est retirée, mais l'Afrique du Sud y a adhéré en 1956. Le directeur actuel est John F. Thomas, un américain. En 1973, le CIME a réinstallé 78 000 émigrants, la plupart réfugiés. Une analyse des flux de ces dernières années nous révèle que la plupart des réfugiés venaient surtout de Cuba (souvent à destination de l'Espagne), de l'URSS (en vue d'émigrer vers Israël via l'Autriche), d'Afrique du Nord (pour se réinstaller en Israël), etc... Depuis 1964 à la requête des gouvernements latino-américains, un programme d'immigration sélective a été mis en place visant à prendre en considération exclusivement des cadres et des techniciens de haut niveau. C'est dire si le CIME a intéressé le régime de Prétoria. Aussi rien d'étonnant si l'on relève

que du 1/2/52 au 31/7/74, le CIME a permis à 66 000 personnes d'aller en Afrique du Sud (55 000 dans le cadre du programme d'immigration nationale et 11 000 dans celui de programme d'immigration des réfugiés). C'est donc près de 13 % de l'immigration en Afrique du sud qui a transité par cet organisme.

Aussi, devant cette situation, des voix se sont élevées venant notamment du gouvernement norvégien et du Conseil œcuménique des Eglises (qui est observateur au CIME). Une série de protestations devant lesquelles, pour ne pas subir l'exclusion, l'Afrique du Sud a préféré quitter le programme de mouvements d'émigrants nationaux.

Coopérants ou mercenaires ?

Une des première question que doit remplir un candidat à l'immigration est la suivante : « Etes-vous européen (blanc) ainsi que tous les membres de votre famille ? ». Questionnaire auquel il doit joindre une « photo très claire ». Tout ceci afin d'éviter par exemple qu'un immigrant soit marié avec une « non-blanche ». Il doit ensuite déclarer sa religion pour ne pas « mettre en danger la nation Afrikander ». En 1967, le Conseil pour le maintien de notre héritage protestant relevant de la Nederduits Hervormde Kerk (l'une des Eglises réformées néerlandaises) fit grand bruit en découvrant, angoissé, que le pourcentage des catholiques romains était passé de 1951 à 1960 de 5,3 % à 6,2 % ! Et le ministre de l'immigration de préciser : « Le gouvernement considère le maintien de la situation existante dans les domaines religieux et culturels comme déterminant toute notre attitude à l'égard de l'immigration ». Sur ce plan la politique étant : protestants désirés, catholiques acceptés, athées exclus. Une anecdote rend compte de ce climat. Un délégué, se faisant écho de la base du Parti nationaliste, à un congrès, déclara : « Les catholiques romains constituent pour nous un danger plus grand que les communistes, parce qu'au moins on peut toujours coffrer un communiste ».

On voit donc que l'immigration ne répond pas seulement à de strictes considérations économiques. Il faut que le postulant puisse

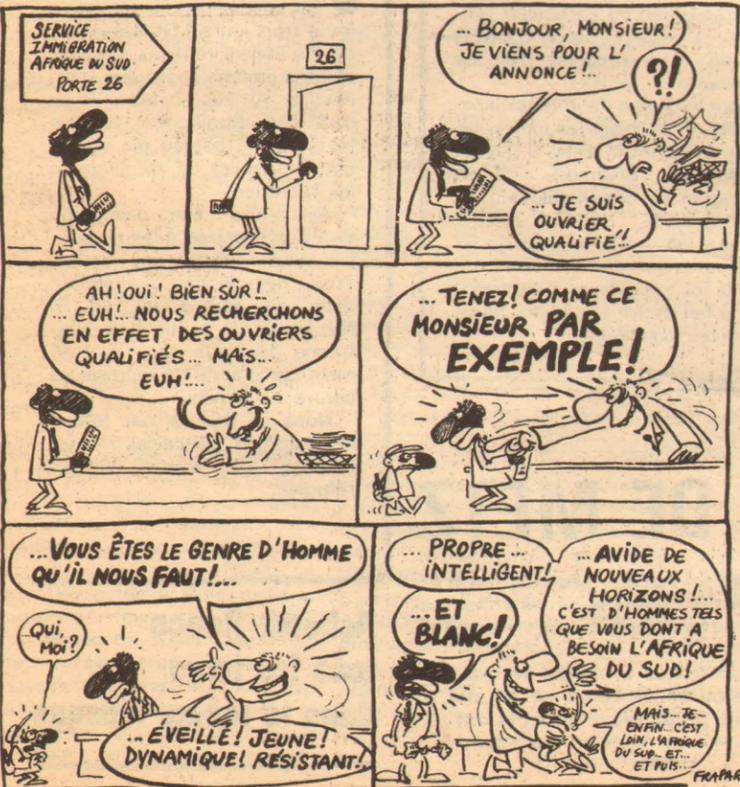
« s'assimiler » complètement au pays. Pour en être plus sûr, on exige du postulant toutes ses adresses depuis sa 18^e année ! Le long délai qui existe entre l'envoi du questionnaire et la réponse des autorités étant mis à profit pour vérifier ses antécédents. C'est là le travail des réseaux d'informateurs en Europe (cf Rouge du 1/7/76 en ce qui concerne la France).

L'intégration

Une fois le candidat accepté, il est totalement pris en charge. Ayant passé les obstacles d'une procédure durant 9 à 12 mois, il a droit au « paradis blanc » et une série de facilités lui sont offertes, qui ne peuvent que lui donner une image favorable du gouvernement d'accueil. Aide financière pour le coût de passage, tarifs spéciaux sur la BOAC et la SAA (South African Airways), adoucissement du contrôle des changes (ils peuvent débloquer jusqu'à 20 000 rands pendant les 3 ans suivant leur arrivée), droit à un logement gratuit si l'émigrant arrive sans contrat de travail, transport gratuit à l'intérieur du pays. Cela représente à l'évidence des frais importants pour le gouvernement (3 500 000 rands pour 1973), mais d'un autre côté les immigrants rapportent chaque année l'équivalent de 90 millions de livres par leurs compétences techniques, soit le coût de formation de 7000 artisans et 3000 membres de professions libérales.

Dernière étapes, l'intégration dans « la communauté sud africaine » : on insiste pour « qu'il devienne bilingue aussi rapidement que possible en anglais et en afrikander ». Précaution supplémentaire, on lui accorde le permis de résidence « à l'essai ». Deux associations, la « Die Maatskappy vir Europese Immigrasie » (pour ceux qui sont de langue afrikander) et la « 1820 Memorial Settler association » (pour les anglophones) aident au travail s'intégration grâce à leurs « tuteurs » pour nouveaux arrivants. On leur facilitera les problèmes, on leur ouvrira la porte des clubs privés, jusqu'à ce qu'ils acquièrent totalement des réflexes racistes. Au bout du compte, une bricole de plus confortera la société d'apartheid.

Frank Tenaille



Giscard au Gabon

UNE VITRINE DE LA STRATEGIE FRANÇAISE EN AFRIQUE

Le voyage officiel qu'effectue Giscard au Gabon jusqu'au 8 août mérite qu'on lui accorde une grande attention car son objet dépasse de beaucoup le seul cadre des relations bilatérales. Outre les échanges commerciaux (Cf. Rouge 118) ; ce dont il s'agit, c'est de la création et de la stabilisation d'une bourgeoisie autochtone plus qu'un développement industriel des pays africains.

Pour la bourgeoisie française la mise en place de réelles équipes régionales permet de mieux voiler les rapports de dépendance de ces pays. Comment ? Bongo répond par « l'occupation par des gabonais des postes de responsabilité ». En clair, ajouter au sigle des multi-nationales l'appellation « Gabon » qui permet à une fraction de la bourgeoisie « locale » d'accéder au partage des profits par le biais des conseils d'administration des firmes sous-traitantes. En échange, et sur ce point le président Bongo assume à merveille ses responsabilités, le Gabon devient porte-parole des commanditaires français au sein des instances internationales. On l'a bien vu que ce soit au sein de l'OUA ou de l'OPEP.

Les gouvernements occidentaux sont conscients tout à la fois de la situation de crise de leur système de domination et des fabuleuses potentialités inexploitées de l'Afrique pour le marché mondial. Le pragmatisme ne pouvant plus faire office de politique, comment maintenir à la fois les anciens privilégiés et peser sur le long terme ? Giscard répond en proposant le maintien d'économies prospères permettant le développement des échanges (proposition d'un fonds de solidarité pour l'Afrique de un milliard NF alimenté par les puissances occidentales). L'Allemagne a fait savoir qu'elle n'y était pas favorable, et les autres pays renâclent. C'est que pour eux le temps semble compté et une telle politique suppose des délais.

D où les tergiversations entre une politique grossièrement néo-coloniale (soutien des USA à l'Afrique du sud) et l'attitude française (condamnation de la Rhodésie). La bourgeoisie française assure sa clientèle de sa détermination à l'aider (aide au Zaïre) et elle condamne les aspects les plus rétrogrades (dénonciation de l'apartheid) tout en maintenant et développant les ventes d'armes avec facilités financières (comme au Gabon).

F.Tenaille-Thalou

De « l'unité populaire » à « l'union populaire », le PSU en marche...

Victor Leduc dans une tribune libre publiée par Le Monde du 5 août cherche à convaincre le PS et le PC de s'allier avec le PSU pour emporter une victoire électorale aux législatives de 78. D'accord avec eux pour estimer que pour conduire à des changements décisifs une victoire de la gauche doit se solder par une majorité dépassant largement les 51 %. Il pose alors la question clé de sa démonstration. Où trouver cette majorité ? Il rejette la solution du PC d'alliance sans frontière de classe, dans « l'union du peuple de France », de toutes les couches non monopolistes et les propositions de Jean Pierre Chevènement d'alliance avec la bourgeoisie « nationale » soit disant représentée par les gaullistes fidèles.

Au contraire il propose de gagner les voix manquantes auprès des 20 % de travailleurs qui s'abstiennent ou votent à droite et auprès des « couches populaires » non prolétariennes (nouvelle et ancienne petite bourgeoisie). Or pour ce faire, il faut un parti à les convaincre. Le Parti socialiste se présente volontiers comme le garant d'un socialisme dans la liberté mais on peut douter de l'authenticité de son discours socialiste. Quant au PCF, son passé et sa pratique ne permettent pas encore de faire fond sur la novation du socialisme aux couleurs de la France. Reste donc le PSU : socialiste, démocratique, autogestionnaire, il peut faire l'affaire et l'appoint.

Après avoir ainsi vanté les qualités de la fille à marier, Victor Leduc affirme, bien sûr, qu'il ne saurait s'agir que d'un mariage sous contrat : l'union nécessiterait une discussion approfondie. L'accord n'est pas acquis d'avance.

L'union de la gauche veut-elle changer de société ?

En fait cette démonstration est viciée dès le départ car l'union de la gauche scellée autour du programme commun n'est pas un front de classe hésitant, mais bel et bien un front de collaboration de classe et ni les appels de Georges Marchais ni les propos de Jean Pierre Chevènement ne sont recul stratégique par rapport aux objectifs que l'union de la gauche s'est elle-même fixée comme l'estime Victor Leduc. Ils vont au contraire dans le droit fil, suivant le vieil adage : « quand les masses vont à gauche, les dirigeants vont à droite ».

Cette politique de collaboration de classe est scellée depuis le début, faut-il le rappeler, par :

- 1) l'alliance avec les radicaux de gauche, prêts à accueillir les gaullistes dissidents auxquels le PS et le PC s'adressent aujourd'hui.
- 2) le respect de la constitution gaulliste de 58 qui amène François Mitterrand à réaffirmer qu'il ne fera rien pour chasser Giscard si l'union de la gauche est majoritaire en 78 (laissant ainsi au président la possibilité de disposer à sa guise de l'arme d'une dissolution parlementaire au bon moment).
- 3) le maintien de l'économie de marché (qu'ils prétendent même renforcer grâce à la nationalisation de quelques monopoles), le maintien dans le marché commun capitaliste et, pour couronner le tout, le maintien dans l'alliance atlantique.

En fait au « si » conditionnel commençant l'article de Victor Leduc si l'enjeu des prochaines élections est bien le changement de société, François Mitterrand a déjà répondu : il n'est pas question de changer de société.

Alliance de classe : à quel prix ?

La deuxième erreur de cette démonstration est de poser le problème de l'alliance du prolétariat avec une partie des nouvelles couches salariées et de la petite bourgeoisie traditionnelle, en terme d'alliance de classe, qui plus est électorale. Alors que cette petite bourgeoisie disparate, diversifiée, morcelée en lambeaux de classe, est profondément traversée par la polarisation entre bourgeoisie et prolétariat. Le prolétariat a donc moins à faire de concessions à ces couches. Comme ce fut le cas lors des révolutions dans les pays à forte paysannerie - qu'à montrer sa capacité offensive contre la bourgeoisie ; expropriant les banques, les trusts agro-alimentaires, les trusts industriels, étranglant la petite bourgeoisie traditionnelle, affirmer sa capacité à construire une société socialiste autogérée, démontrer dans les faits la supériorité de la démocratie des conseils sur la plus démocratique des démocraties bourgeoises. En un mot, réaliser son programme.

Or, justement, c'est sur ce problème que Victor Leduc est discret. Il ne précise pas les conditions que mettrait le PSU à un accord gouvernemental ou à un soutien à un gouvernement du PS et du PC. Il se contente d'affirmer la nécessité de s'assembler toutes les forces populaires en un bloc uni pour battre la droite et ouvrir la voie au socialisme et précise seulement pour développer la dynamique unitaire dans toutes les couches populaires, pour préparer effectivement la défaite de la réaction. Il nous paraît même nécessaire de réunir dès maintenant dans les entreprises, les quartiers, les villages en des comités populaires, tous ceux qui veulent contribuer à cette victoire et ses lendemains. Il laisse ainsi entendre que cette « nécessité » est négociable et n'est en tout cas pas un préalable à un ralliement du PSU à l'union de la gauche.

Or si pour les révolutionnaires, il est essentiel de ne pas s'enfermer dans le dilemme de la seule dénonciation des capitulations réformistes en attendant que les masses décues les abandonnent ou du soutien tactique à l'union de la gauche en attendant que l'heure du débordement ait sonné, il faut dire clairement les conditions que nous mettons pour soutenir un gouvernement du PS et du PC.

Les conditions d'un soutien

Pour ouvrir la voie au socialisme, un tel gouvernement devrait rompre avec la bourgeoisie, avec ses partis, à commencer par le groupuscule des radicaux de gauche et avec ses institutions, à commencer par la constitution de 58. Il devrait s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs en favorisant le contrôle ouvrier dans l'entreprise, en expropriant et en plaçant sous gestion ouvrière toutes les entreprises qui ferment ou organisent le sabotage économique, ainsi que les entreprises dont la nationalisation est réclamée par les travailleurs majoritairement. Il devrait empêcher le complot militaire de la bourgeoisie en reconnaissant le droit d'organisation en particulier syndical pour les soldats et en imposant le contrôle des travailleurs et de leurs organisations sur l'armée à tous les niveaux.

Il devrait reconnaître le droit à l'autodétermination pour les TOM-DOM et les minorités nationales qui réclament l'usage de ce droit. Enfin il devrait rompre avec l'alliance atlantique. Voici schématiquement les grandes conditions que les révolutionnaires, selon nous, doivent mettre, aujourd'hui, au soutien à un gouvernement du PS et du PC. Voilà les objectifs sur lesquels il peut appeler dès aujourd'hui les travailleurs à se battre, sans séparer comme le fait Victor Leduc, les luttes sociales des perspectives politiques.

R. Yvetot

notes politiques



DIFFAMATION

● Philippe Malaud qui fut un jour ministricule de l'information (c'est lui qui déclara que l'ORTF était un repère de soviets) a été inculpé de diffamation envers les cours et les tribunaux. C'est la condamnation pour fraude fiscale, d'un restaurateur de Tournus, qui lui avait fait prononcer des paroles assez lestes sur notre honorable magistrature.

Malaud, qui a horreur des complots, voyait dans cette condamnation une preuve de plus de la subversion entretenue par le Syndicat de la magistrature. Dame, quelques jours auparavant, un juge de Béthune n'avait-il pas mis au trou un patron rendu responsable d'un accident du travail ?

Plus heureux qu'à Béthune, Philippe Malaud a été laissé en liberté.

Le CAP communique

● Le C.A.P. nous communique que, suite aux manifestations survenues à Fleury Mérogis après l'annonce de l'exécution de Ranucci, plusieurs sanctions ont été prises. Les détenus soupçonnés d'avoir fait parti de cette action (cf. Rouge 1^{er} août) ont été mis plusieurs jours au mitard puis séparés dans les autres quartiers de la prison. Ils en appellent à la solidarité révolutionnaire, afin de les soutenir dans leur mouvement et lever la mesure de séparation qui les frappe.

CHILIENS APPREHENDÉS

● Un bateau danois est arrivé il y a trois jours à St Nazaire. A bord s'étaient réfugiés 4 marins chiliens comme passagers clandestins. Arrivés au port, ils se sont fait appréhender par les autorités du bateau qui voulaient purement et simplement les rapatrier.

Avant-hier, une délégation du PC est arrivée à les rencontrer pour apporter son soutien. Trois des marins demandent donc au sous-préfet de St Nazaire l'asile politique, le quatrième demande son rapatriement par crainte de représailles contre sa famille.

Nous ne devons pas laisser les autorités françaises refuser l'entrée aux marins chiliens réfugiés.

La marche pour la démilitarisation

500 EN RANGS DANS LES RUES DE METZ

Mercredi 4 août a débuté la première partie de la marche internationale non violente pour la démilitarisation ; les divers mouvements pacifistes européens qui appelaient à la marche ont choisi la région à plus forte concentration de casernes de Metz à Verdun. Environ 500 personnes ont manifesté en rang par trois à une manifestation qui se déroulait sur les trottoirs de Metz. On sentait un réel sentiment anti militariste au sein de ce cortège où l'on pouvait lire des slogans comme : Bourgeoise ou populaire, la seule réforme de l'armée, c'est sa destruction, ou féminisme égal-antimilitarisme et des

slogans comme : amnistie totale en Espagne. Aucune provocation n'est venue troubler le défilé qui avait de toutes façons suivi les consignes des organisateurs, à savoir, rester en toute situation non violent, respecter les populations de la région.

La manifestation était animée par sketches et même un cracheur de feu. Un meeting clôturait la journée, où M^{re} de Félice, J.L. Soulié, un objeteur espagnol, prirent la parole. Hier jeudi, les marcheurs ont pris le départ pour se rendre à Gravelotte où un meeting sur l'armée et l'économie clôturait la journée.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

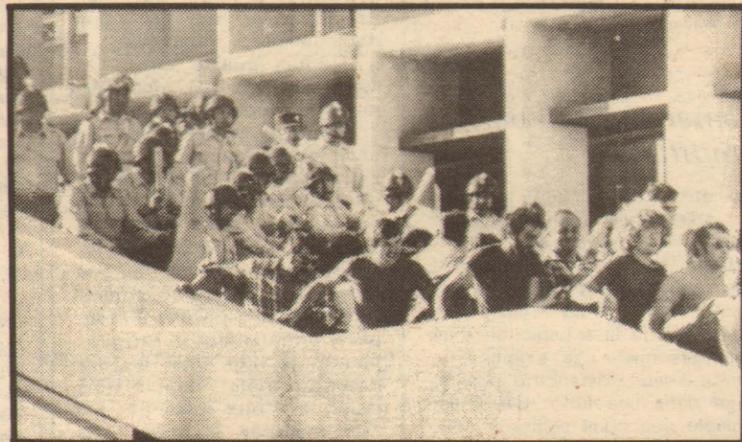
Que faire de Bigeard

1978 : Mitterrand - 1980 : Bigeard. Un scénario parmi d'autres. Jean Pierre Chevènement, qui commençait ainsi un article récent, (Le Monde du 16/7/76), ne semble pas s'en émouvoir outre mesure. La tragédie chilienne - mais n'a t'on pas assez dit que le Chili n'est pas la France - devient sous nos latitudes un « scénario parmi d'autres ».

Quant à Mitterrand, s'il est peu probable en cas de victoire de l'union de la gauche qu'il rappelle un Bigeard au gouvernement, il est par ailleurs certain qu'il n'envisage nullement de le radier des cadres de l'armée. Quand il assure qu'il ne fera rien pour chasser Giscard, il ne fait que réaffirmer la volonté qui est celle du programme commun de préserver les institutions et l'appareil d'Etat bourgeois. Il n'est pas de meilleurs moyen pour suivre les traces de la politique suicidaire de l'unité populaire au Chili. Il serait plus que dangereux d'abandonner à leur retrait provisoire les Bigeard et autres tortionnaires hauts gradés. Seules une épuration radicale, l'élection des officiers par les soldats et l'organisation autonome des soldats pour la défense de leurs droits en tant que travailleurs sous l'uniforme permettront de chasser les Spinola et de décourager les apprentis Pinochet de l'armée française. Ce sont les tâches auxquelles se préparent les comités de soldats dès à présent en luttant pour la conquête de tous leurs droits démocratiques dans l'armée.

DES PECHES CONTRE DES MATRAQUES

- Violents incidents à Valence au cours d'une manifestation
- Sabotage à la gare de Valence



A Valence, les CRS chargent les arboriculteurs

Les agriculteurs de la Drôme n'en reviennent pas : ils pensaient que le pouvoir essaierait de négocier avant de frapper. C'est ainsi que le déroulement de la manifestation de mercredi les a surpris, voire révoltés.

Près de deux mille arboriculteurs s'étaient présentés devant la préfecture pour assister à un meeting convoqué par la FDSEA de la Drôme. Ils entendaient protester contre les importations de pêches italiennes à des prix de dumping et réclamer la levée des inculpations contre les 16 arboriculteurs accusés en vertu de la loi anti-casseur pour les opérations de Culoz. Après avoir rappelé les raisons du mécontentement, le président de la FDSEA lançait un ultimatum aux pouvoirs publics : arrêt immédiat des importations, levée des inculpations et proposition pour assurer un revenu minimum aux arboriculteurs.

A l'issue du meeting, un certain nombre de paysans refusaient de se disperser et commençaient à lancer quelques pêches sur les CRS. Ces fameuses pêches qu'ils sont obligés de porter à la décharge publiques, autant leur donner une destination plus utile. La manifestation gardait cependant un ton bon enfant et quand on s'aperçut que les grilles de la préfecture n'étaient pas fermées, ça ne fit pas de problèmes d'y pénétrer. C'est ainsi qu'une centaine d'agriculteurs se retrouvèrent

sur le perron de M. Le Préfet. C'est alors que la police chargea violemment créant la plus grande confusion. Matraques, tirs tendus de grenades. Bilan 5 blessés dont une petite fille dans un état grave.

Mais la riposte ne tardait pas : dans la nuit même les feux de signalisations de la gare de Valence entraînaient un retard considérable. Un responsable de la FDSEA déclarait hier matin : « Les actions de cette nuit constituent une réponse aux incidents de mercredi ». Ces nouveaux événements risquent de radicaliser encore un mouvement qui, malgré l'exacerbation des producteurs, connaissait des hésitations et restait encore dans les méthodes du syndicalisme officiel. L'action de masse était largement utilisée par des notables du type de Cormorèche comme ultime moyen de pression face au gouvernement. C'est ainsi que des barrages sur la route des vacances avaient été annoncés par deux fois. Au dernier moment, sur de vagues promesses qui n'ont jamais été tenues les actions étaient annulées. Si ces opérations sont critiquables par le fait qu'elles contribuent à isoler les paysans des autres travailleurs, il n'en reste pas moins que ces revirements restent l'apanage du syndicalisme des notables, d'ailleurs de plus en plus battu en brèche dans la région.

S. Lopez

A NAUSSAC LES 7 ET 8 AOUT

Si vous êtes dans la région, si vous voulez empêcher que 1 000 ha disparaissent sous l'eau pour refroidir des centrales nucléaires, rendez-vous samedi et dimanche au Mas d'Armand entre Langogne et Naussac.

Samedi à 18h cela commencera par des chanteurs occitans, basques et bretons qui vous mettront dans l'ambiance. A 21h les paysans de Naussac et les organisations de Lozère vous expliqueront le barrage et l'entreprise de désertification de la région. Et à 21h ce sont ceux du Larzac, les Comités d'Action Viticoles et les paysans travailleurs qui seront là pour raconter leurs luttes.

Dimanche, cela recommence par une messe (on n'est pas obligé d'y assister) avec Cardonnel et à 11h auront lieu des forums. A 14h, les paysans seront sur leurs tracteurs et nous, nous suivrons à pied pour la marche sur Naussac. La fête se poursuivra après la déclaration centrale du Comité de Défense de la Vallée ; on pourra danser avec des groupes et des chanteurs comme Patric, G. Servat, etc...

Il y aura même un stand de la LCR-Lozère, qu'on se le dise.

LIP

LA RUCHE DE PALENTE

A Lip la lutte se réorganise après les vacances de Juillet. Il faut que, le plus vite possible, l'occupation et toutes les structures de la lutte tournent à plein pour pouvoir lancer de nouvelles actions offensives dans les meilleurs conditions.

Pour assurer toutes les tâches techniques de l'occupation, (garde nettoyage, restaurant), les travailleurs se répartissent en équipes de 5 qui se relaieront pour accomplir les divers services. Grâce à cette organisation, les lips ont calculé, que la garde de nuit revenait pour chaque travailleur une fois tous les trois mois, le service du restaurant une fois toutes les 80 semaines et la garde du dimanche une fois tous les ans et demi... Il reste ainsi du temps à chacun et l'animation de la lutte est répartie pour tous.

Les commissions refonctionnent : un grand panneau dans le réfectoire indique les lieux et heures de chacune d'entre-elles. L'une met au point le chômage-poly. Des contacts ont été pris avec des humoristes et dessinateurs afin d'en réaliser une maquette.

Une autre étudie la pendulette à quartz « spécial lutte »... et chacun noircit le papier de croquis, d'esquisses, de projets de décoration.

Hier, des avocats sont venus à l'usine afin d'expliquer la signification juridique de l'inculpation et comment il fallait dans l'intérêt de la lutte se comporter face aux flics et à la justice. La commission presse n'a pas chômé ! Des délégations se sont rendues à la télé et à l'Est

Républicain. Il faut exiger que ne soient pas tronquée la réponse qu'ont faite les Lip aux déclarations de M. Dalin, (présidents des patrons horlogers) (cf. Rouge n°117)

Face aux affirmations farfelues, qui nient la crise de l'horlogerie et le chômage, les Lips ont fait un calcul très simple : si les offres d'emploi continuent au rythme des 5 dernières années, il faudra 20 ans pour reclasser tous les lips dans la région et 40 ans à Besançon.

La coordination des luttes

Des liens se tissent avec d'autres entreprises en lutte sur l'emploi. Les lips envisagent une nouvelle réunion de la coordination des luttes pour le mois de septembre. 60 entreprises en liquidation ou victimes de licenciements collectifs sont déjà contactées. Il s'agirait tout d'abord de faire le point après les nombreuses polémiques qui ont eu lieu à ce sujet, de définir précisément le rôle et le statut d'une telle coordination et d'envisager d'autre part des actions communes.

De toutes manières, les Lips se tiennent prêt à réagir à toutes éventualités. Ponia tentera-t-il la même opération qu'à Idéal Standard Dammare : un coup de poing pour récupérer les machines ? Car le pouvoir peut multiplier légalement toutes sortes de pressions d'intimidations. Les travailleurs de Lips en sont conscients aussi toutes les relations avec la police, la justice, l'ANPE sont discutées collectivement.

Correspondant

CFD-Chimie Mont (Pau) : Une omission dans notre article d'hier : Des résultats à consolider a rendu incompréhensible un passage. Les 18 travailleurs qui avaient décidé d'abandonner la grève sont des adhérents de FO, syndicat qui s'est empressé de signer le protocole d'accord ; une précision qui avait son importance.

ECOLE

LES MAUVAIS COUPS DE L'ETE

La période des vacances universitaires est celle des mauvais coups : on se souvient du vote de la réforme Haby l'an dernier. Ce sont les condamnations et emprisonnements de nombreux étudiants pour faits de grève en juillet, et l'on parle aujourd'hui de la réforme des carrières du supérieur (le conseil consultatif bidon dit CNESER est convoqué pour le 22/9). Une série de mesures actuelles en disent long, sans parler de la valse des recteurs.

C'est d'abord la refonte des services « pédagogique et de documentation » du ministère : l'institut pédagogique national avait été liquidé, c'est le tour de l'OFRATEME (audio visuel) et de l'institut de documentation pédagogique. Tout cela est refondu en un organisme unique sous la coupe directe du ministre et on en profite pour liquider les derniers « fauristes » de 68, ceux de la pseudo « réforme », qui étaient dans ces organismes. Déjà Quermone, à la tête de l'enseignement supérieur de 68, a été limogé au début des vacances.

La fac de droit de Nanterre a fort mauvaise réputation, d'autant plus qu'elle recueille les étudiants du 16°. Alice avait donc prévu (sous la pression des profs et de certains étudiants) de déménager purement et simplement Droit, dans des endroits plus sûrs. Elle y renonce, mais pour ne pas obliger les enseignants et étudiants de Droit à demeurer à Nanterre contre leur gré dans les conditions actuelles, elle « désertorise » Paris 10 droit. N'iront plus que ceux qui le voudront bien et les autres pourront rejoindre leurs petits copains d'Assas ou du Panthéon (profs et étudiants).

Dans les facs les plus combattives qui ont passé leurs examens en juin on invalide purement et simplement les examens (à Poitiers les enseignants de Psycho, histoire, géo, sciences éco). A Toulouse Le Mirail, c'est trente unités de valeur concernant près de 2 500 étudiants qui sont annulées. Dans 26 universités les examens ont été reportés à Septembre : les recteurs auront de quoi s'amuser au petit jeu de l'invalidation à la rentrée.

C'est enfin le début de l'application de la circulaire Chirac sur la grève des fonctionnaires. A Montpellier, le recteur a demandé au président de la fac de droit de retenir une semaine de salaire aux assistants en juin (pour un mot d'ordre de grève de janvier) et de ne plus les payer pour toute la durée des vacances s'ils continuaient leur grève administrative (grève pour l'obtention de leur titularisation). Cette décision est « nouvelle » dans l'administration, et manifestement illégale puisque les fonctions « d'examen » ne sont qu'une infime partie des charges « d'enseignement et de recherche » des assistants, et que l'administration devrait donc convoquer tous les jours tous les enseignants pour composer les jurys d'examen, si elle veut « constater » la grève. Le SNESup et la FEN ont déposé un recours devant le tribunal administratif et engagé une mobilisation.

On cogne, on restructure, on organise, mais l'été n'y suffira pas et comme le disent les « milieux universitaires », la rentrée risque d'être très compliquée sinon mouvementée. A accumuler les nuages, on déclenche les orages.

C. Sullivan

Des actions de plus en plus radicales

Tout avait commencé le 14 juillet. A 14 heures, un commando d'une centaine d'agriculteurs, installés dans la gare de Culoz (Ain) prennent d'assaut un convoi de wagons transportant des pêches venant d'Italie. Le contenu des 7 wagons est déversé sur le ballast. Les agriculteurs, après une série de protestations qu'ils avaient faites contre les importations de fruits, qui pénétraient sur le marché à un prix situé au-dessous du prix de revient. Aussitôt, une vingtaine d'arrestations intervenait. Le lendemain, les trois responsables de la région Drôme-Ardèche étaient relâchés, face aux menaces des agriculteurs de barrer routes et voies ferrées. Le 1^{er} août toujours à la gare de Culoz, c'est plus de 600 tonnes de pêches, qui étaient détruites. Des inscriptions s'étaient sur les wagons « Plus de fric pour les importateurs, un revenu pour les arboriculteurs ». A la suite de quoi, douze agriculteurs étaient interpellés par la gendarmerie.

Entretemps, des actions de contrôle sur les routes se multipliaient. Le 26 juillet 20 tonnes de melons espagnols étaient déversés sur une route du Gard.



LES PIEDS DANS L'EAU

Vos vacances nous intéressent. Chroniques, anecdotes, solutions pas chères et recettes savoureuses sont accueillies dans nos colonnes. Plein feu sur la vie quotidienne estivale !

BALI UN PARADIS ?

La fuite vers autre réalité peut correspondre à une demande de la part de ceux qui sont un moment lassés par l'action militante

Il faut se rendre à l'évidence : il n'existe sans doute plus un seul pays au monde que l'on puisse espérer visiter sans y rencontrer les éternelles hordes de touristes, chemise à carreaux et appareil photo en bandoulière, comme il se doit. Mais si ce cliché suscite habituellement l'ironie complice, chacun se reconnaissant un peu dans cette image, nous avons pu vérifier qu'il pouvait être également synonyme de destruction et d'intolérance. Et plus d'un militant ou lecteur engagé qui a visité des pays lointains a dû un jour se poser le problème de sa présence dans un lieu où - à sa mesure - il cautionnait les ravages de l'impérialisme. Car il n'est pas question de se mettre ici hors de cause. L'enfer, ce n'est pas seulement les autres, c'est aussi chacun de nous. Or, nous avons tous eu envie, à un moment donné, d'utiliser quelques économies à l'assouvissement d'un désir qui satisfasse une pulsion (achat d'une chaîne stéréo, d'une moto, ou investissement dans un voyage lointain qui coûte plusieurs milliers de Francs).

Il s'agit de savoir ce que cette pratique recouvre et la liaison qu'on peut lui donner avec la vie militante. Prenons un exemple : Bali, petite île indonésienne, un lieu unique au monde, paysage tropical, plages immenses aux rouleaux déferlants et surtout, surtout une population dotée d'une hospitalité, d'une amabilité, d'une gentillesse extraordinaire.

Là où ça se gâte, c'est à l'entrée des restaurants où il faut parfois faire la queue avant d'entrer. Partout des européens, en grande majorité français qui se contentent d'évoluer dans le périmètre plage/hôtel. Et pourtant, tout dans l'île est à voir. Chaque balinais, le plus humble soit-il, participe à la réalisation d'une expression artistique globale qui enchante la vue par son harmonie et sa beauté. Pas un villageois qui ne concurre à la préparation des fêtes et cérémonies, pas un enfant qui ne sache - si jeune soit-il - quelques pas des principales danses. Le mode de vie est ici totalement communautaire, chacun aidant, selon ses capacités, au développement de l'économie du village. Il n'est pas rare de tomber sur un groupe de femmes refaisant une route qui sera dans quelques mois, à nouveau défoncée par les pneus d'énormes camions importés des Etats-Unis. Royaume de la défoncée, c'est sur la plage que les marchands proposent dans un anglais approximatif de l'« herbe » appelée « boudha grass » alors que le soleil se couche, boule de feu se posant dans la mer.

Voilà les impressions qui demeurent si le voyageur se donne la peine de découvrir un pays et ses habitants autrement que par les voies habituelles du tourisme. Une démarche, donc, qui demande humilité et ouverture d'esprit si l'on ne veut pas tomber dans l'éthnocentrisme, ce piège dénoncé par les sociologues, et qui consiste à analyser les mœurs d'un peuple en fonction de ses propres critères et en posant comme vérité absolue les règles de base de notre civilisation. On voit donc à quels excès ce type de raisonnement peut conduire : au lieu de se mouler dans le mode de vie pour mieux l'appréhender, on juge, on accuse, on dénonce, on

étales les idées toutes faites. On se croit en un mot supérieur parce qu'on a en poche une bonne épaisseur de dollars ou de travellers chèques. Dès lors, tout est faussé, le jugement est péremptoire, vide de sens. La gentillesse inhérente au peuple balinais est vite caractérisée par de la faiblesse ou du manque de caractère, la lenteur du mode de vie devient de la paresse, ect. Il n'est pas de domaine où cette mentalité ne se manifeste. Le marchandage par exemple. C'est une institution à Bali. Pas un objet, un fruit, un biscuit qui ne se marchande; d'abord pour le plaisir de gagner quelques roupies

de plus, ensuite pour celui de jauger, d'estimer l'adversaire du moment qui deviendra vite un ami une fois l'affaire conclue. Il s'agit donc d'un

cette fuite vers une réalité (voyage, moto, stéréo) recouvre en fait une demande différente que comprendront sans doute ceux qui, lassés un moment par l'action militante, cherchent par le biais d'un retour à soi ou la satisfaction d'un plaisir personnel, une signification concrète à leur existence d'individu engagé dans une lutte. Car il est indéniable que nous subissons des pressions : mirage d'un instant de luxe qu'on peut s'offrir en dépensant une importante somme d'argent ou mirage d'une nouvelle voie qui satisfera davantage notre appétit de changement. Mais ces arguments ne doivent pas nous faire perdre de vue la possibilité d'enquête sociologique que peut offrir un voyage à des milliers de kilomètres de chez soi.



rite, nécessaire en ce sens que l'acte d'achat ne sera plus celui, impersonnel, de notre société de consommation, un approfondissement des relations acheteur/vendeur. C'est par conséquent ne rien comprendre que de considérer que cette frénésie de marchandage pour un simple jeu où il s'agirait pour l'un de vendre le plus cher possible et pour l'autre d'acheter au prix le plus bas. C'est oublier un peu trop vite l'amitié, l'estime réciproque et l'attrait qui peuvent naître de la discussion autour d'un objet convoité. Or, on voit de plus en plus de touristes marchander pour le plaisir de faire baisser les prix sans l'intention d'acheter. Il n'est rien de plus odieux, quand on sait le peu de salaires à Bali dépassant deux mille roupies, soit un peu plus de vingt Francs, que ces procédés consistant à laisser croire à la réalisation d'une vente qui de toute évidence ne se fera pas. Alors devant ce gachis, quelle attitude adopter ? Quand on arrive en Indonésie, il paraît difficile d'oublier la purge qui a abouti à 1.000.000 de communistes décapités par Suharto. Et les « bons baisers » qu'on envoie d'ici prennent alors un goût amer. On ne peut pas oublier que l'Indonésie vit sous la coupe d'un régime militaire et qu'une active présence américaine milite pour que ce peuple délaisse progressivement tout ce qui faisait son charme et sa saveur. L'Indonésie remplace ses valeurs par celles, moins nobles, qui régissent notre civilisation industrielle. Et tout voyageur doit avoir présent à l'esprit ce malaise diffus qui naît de la situation de voyeur dans laquelle il se trouve placé.

Il semble par conséquent que

Chronique

femmes en lutte... en vacances

Faut-il pleurer, faut-il en rire... moi j'ai tout le temps d'y penser en vacances.

Depuis quatre ans sans mari, voulu, choisi, alors ferme-la et fous la paix.

Depuis quatre ans en vacances, seule ou avec des amis. Une fois, dix jours de Vercors avec un copain. J'ai pu marcher loin, être sans crainte, indépendance, solidarité, amitié. Cette fois, ma fille, sympa, heureusement. Déjà dix jours passés à récupérer uniquement la fatigue ; la nuit je rêve une fois sur deux au boulot, depuis trois jours, mal aux reins qui me fait marcher à petits pas (c'est grâce aux caisses de livres portées dans ma foutue usine à livres vendus au kilo !).

Dans dix jours, est-ce que je serai assez en forme pour reprendre le boulot ? Au moins pour deux ou trois mois... sinon, congé maladie : six heures de sortie, liberté surveillée et lecture à la maison.

Il y a pourtant l'île qui est belle, l'eau qui fait revivre, et la pêche en mer. Mais, à qui parler, l'impression de n'être que baisable ou pas baisable selon les mecs. Histoire de me remonter le moral, l'article de Rouge sur la soirée Mutualité sur le viol. J'en connais qui ont des sentiments chouettes à mon égard. Des copains et copines qui font la même route que moi. Besoin comme eux de se parler... mais ras le bol des parlottes. J'en ai marre d'être isolée de tous ceux qui vivent leur « dure » indépendance individuellement.

Charlotte

Radio Monte Carlo la station qui nous fait éclater de rire

« Quand la radio éclate de rire, c'est J.P. FOUCAULT ». Vous êtes prévenus. A peine avez-vous franchi les premiers contreforts du Sud-Ouest, que déjà des centaines de panneaux routiers vous avertissent. Ici, c'est le règne de Radio Monte Carlo.

R.M.C. a décidé d'établir un véritable monopole des ondes sur le Midi de la France. Pour cela, la direction a fait aménager un émetteur si puissant, que la presse régionale raconte l'histoire de ce paysan, qui pouvait « suivre une émission en collant son oreille sur la clôture qui entourait son champ ». Monopole de fait, aussi parce que les stations Parisiennes comme France-Inter ou Europe 1 sont très mal reçues. R.M.C. joue à fond sur la personnalisation, et dispose pour cela d'un animateur choc : J.P. FOUCAULT dont on voit la photo sur les publicités de la station. Ce type fait ici figure de légende.

Devenu le meneur de jeu principal de la station à la suite d'un concours d'animateur qu'il a gagné, il est maintenant envié par des centaines de jeunes, qui croient reconnaître dans sa réussite facile l'image classique du « p'tit gars qui a réussi par ses propres moyens ». Mais voyons plutôt le contenu.

Le morceau de choix se situe l'après-midi à 14h.30 exactement lorsque G. de CAUNES vient nous charmer avec son émission : « Le cœur et la raison ». Seulement là, on ne sourit plus.

De CAUNES, c'est une Mènie Grégoire de bas-étage. Un prétentieux, qui vient tous les jours apporter la bonne parole au nom d'une prétendue « expérience ». Ce brave Georges traite tous les jours le cas d'un(e) auditeur(trice) désespéré(e). Et son émission donne lieu à un délire de psychologie à la petite semaine, où De CAUNES émet bêtise sur bêtise, tant il est incapable d'aider en quoi que ce soit, les malheureux(es), qui le sollicitent. Mais citons plutôt. Un homme désespéré veut se suicider : il l'a au bout du fil : « Allons, allons, vous êtes jeunes, vous avez toute la vie devant vous ! Il faut voir les choses d'une manière optimiste ! » Il le ferait exprès qu'il ne pourrait pas être plus odieux. Un peu après : « Allez voir un psychanalyste, il y en a, il faut bien que ça serve à quelque chose ! » Sans commentaire.

Dans une autre émission, qui traitait de la liberté à accorder aux enfants mineurs, qui veulent partir seuls en vacances :

Dans une autre émission, qui traitait de la liberté à accorder aux enfants mineurs, qui veulent partir seuls en vacances :

« Les gars peuvent partir vers 16 ou 17 ans, mais les filles, il faut qu'elles se méfient, ont fait parfois de mauvaises rencontres ! » Le sens des responsabilités, la confiance, il ne connaît pas, monsieur De Caunes. Enfin, à l'occasion d'une émission sur la maternité, il donnera l'adresse et le téléphone de S.O.S. Futures-Mères en précisant que c'est une filiale de l'association « Laissez-les vivre ». Tant pis pour ceux ou celles qui auraient préféré l'adresse du MLAC. Mais non, il n'est pas pourri, ce brave Georges et R.M.C., c'est vraiment la radio qui vous fait sourire...jaune.

B. PRADES.

Pollution radio-active dans l'Essonne

UN INQUIETANT SILENCE

Suite de la première page

En l'absence de tout contrôle permanent organisé, l'importance des risques dus au tritium pour la santé des travailleurs et de la population du SPR (service de protection contre les radiations) reste toujours à évaluer. Il n'a été procédé à aucune analyse d'urine parmi le personnel qui, en dehors de ceux travaillant directement sur le produit, a pu se trouver sur le passage du nuage radioactif. Si ses effets biologiques à long terme sont encore mal connus, l'action du tritium (période radioactive de 12 ans et période biologique de 12 à 15 jours selon les individus) sur les cellules du corps est loin d'être négligeable ; les nombreuses études qui se poursuivent dans ce domaine sur les animaux semblent l'indiquer.

Non moins inquiétant est le silence qui couvre trop souvent les incidents en rapport avec certaines activités dangereuses pour les travailleurs et les populations, de même que l'accoutumance des travailleurs dans le traitement de ces matières. La connaissance fortuite de ce grave incident peut laisser à penser que d'autres événements du même genre ont eu lieu non seulement dans ce centre, mais également ailleurs. C'est ainsi que l'on a appris que le 9 juin à Marcoule, 26 000 curies de tritium s'étaient échappées accidentellement sur la nature environnante.

La sécurité collective qui devrait être un impératif, particulièrement pour ce genre d'activité, est en constante dégradation depuis la réduction continue des effectifs, notamment parmi le personnel du SPR (service de protection contre les radiations). L'une de ces tâches étant de faire observer de manière très stricte la sécurité, le personnel du SPR, indépendant de la production, peut à tout moment faire cesser immédiatement toute activité au moindre incident. Le souci de rentabilité, la privatisation du CEA qui se développe, sont à l'origine de cette lente dégradation de sécurité.

Des dispositifs qui « piègent » dans la cheminée d'évacuation les produits radioactifs s'échappant accidentellement ne seraient-ils pas envisageables ? Mais si une étude sérieuse pouvait en démontrer l'efficacité, leur coût de réalisation serait probablement prohibitif, avance un responsable du CEA.

Correspondant CEA

Du 6 au 7 août

ARLES - LA - SYNTHÈSE

Michel Portal, Art ensemble of Chicago, Van der Graaf Generator, Archie Shepp, Sam Rivers, Magma, Sun râ, etc...

Terry Riley ne viendra pas. Dommage. Henry Cow non plus. Dagmar, la chanteuse, est malade. Voilà les mauvaises nouvelles. Le reste suffit quand même à faire un bon programme. Zao et Stivel doivent commencer ; pour une fois la bande à Seffer (clavier de Zao) va rire, bouger. Le bassiste en aura marre de se mordre les doigts à la fin de chaque mesure et le batteur s'affolera derrière ses cymbales, obligeant les solistes à courir après leur partition, oubliant ainsi leur réputation de techniciens sérieux et tristes. Même Stivel aura du mal à faire autrement que de surprendre, oubliant un peu Tri Marcelloot au profit de son orchestre. S'il veut faire son solo à la harpe, il attendra juste le coucher du soleil.

Mélange sonore

Alors pourra commencer la série orchestre de la soirée. D'abord Michel Portal. Hier, il jouait Brahms et Beethoven. Demain peut-être Stockhausen et Berio. Mais sa prédilection va à la « musique improvisée issue des arts afro-américains ». De la clarinette au bandonéon, en passant par tous les saxophones, il produit avec ses compères (dont le percussionniste Bernard Lubat) une musique où dominent les jeux de hasard. Ensuite Art Ensemble of Chicago. Ce groupe est le pilier de la coopérative d'artistes noirs de Chicago, AACM. Sens de la collectivité qui n'est pas sans influence sur sa musique. Cinq musiciens (auxquels peuvent se joindre des « invités ») changeant fréquemment d'instrument, jouant du corps, du grimace, voire de la provocation. Et Roscoe Mitchell, un des meilleurs saxo-alto actuels. Puis Van der Graaf Generator : un passage à un imposant service de magnum - son synthétisé - et battements compris d'une grosse terminale d'explosives en fin de soirée, avec force lasers et éclairages. On en sera déjà au quatrième solo de batterie. On sera samedi matin. Tout sera déjà pas mal avancé. La dose de musique aura atteint le stade où l'on aperçoit que le dernier groupe était plus fort que le premier, alors qu'on avait déjà trouvé ça pas mal. L'idée de synthèse du forum musical devrait prendre forme et le mélange sonore de la journée aura pris une certaine unité. On imagine les musiciens intervertis, on place les ryth-



Van der Graaf Generator

miques de l'un avec les solos de l'autre, vivement la suite.

Sur fond de cataclysme...

Pour le deuxième jour, voilà le programme : Michel Ripoché qui théoriquement devait assurer l'animation de la vie avec Robert Wood, vu les défections, est passé au stade du « méritant de la scène ». Michel Ripoché, c'est un musicien français, et remarquons au passage que les organisateurs d'Arles sont les seuls à avoir donné une place importante aux musiciens français. Ensuite Archie Shepp. On commence à bien le connaître, puisqu'il a beaucoup tourné en France cette année. Mais il surprend toujours. Parce que, refusant les étiquettes, sa musique est une perpétuelle exploration de la tradition aussi bien que de l'avant-garde. A Arles, il jouera peut-être avec une nouvelle formation : une surprise de plus. Puis Sam Rivers, musicien longtemps maudit. Il sort de l'ombre. Des compositions très élaborées pour des improvisations très libres où la durée joue un rôle majeur : ses concerts peuvent durer plusieurs heures sans interruption, au cours desquelles il passera du piano à la flûte ou au saxo. Il sait s'entourer de musiciens qui sont beau-

coup plus que des accompagnateurs. Magma ensuite devrait tout suspendre, attaquer la nuit et changer le son. Tous ceux qui ont vu Magma au Castellet savent ce que sont les nouveaux morceaux de Yannick Top, leur bassiste, et s'ils flashent tout sur leur passage, une nouvelle fois le mauvais voyage de ces fous de la musique, détachés de toute normalité, prendra une forme de vaisseau intersidéral et un fond de cataclysme.

Le solo de Vander échappera à la répétition, car Pierre Rormoerlin (battereur de Gong) doit également venir et les bruits de circuler sur l'envie que les deux batteurs auraient de jouer en France. Ce sera le septième ou le neuvième solo de batterie et tout devrait exploser. Quant à Sun Ra : la grande fête, pour les yeux et les oreilles. De concert en concert, le grand orchestre de Sun Ra s'affirme comme une des formations les plus décisives de la musique actuelle. Convoquant toutes les ressources de la musique (tambours, voix, électronique...) et du spectacle (dances, cracheurs de feu...), cet ensemble d'une vingtaine de musiciens est animé d'une joie de jouer qui n'a d'égale que la nôtre à écouter, voir...

« Arles-la-synthèse » : voilà ce que devrait être ce festival. Si ça ne donne pas quelque chose dans le genre, c'est que la musique aura perdu et nous aussi.

Alain Bretzel

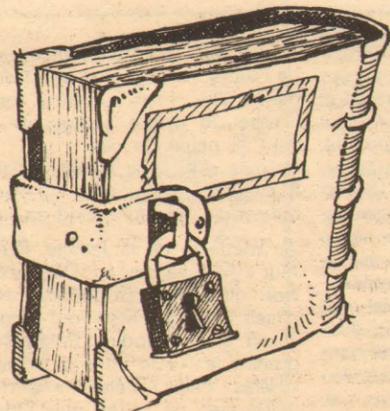
Livres

L'HOMME VARIABLE

de Philippe K. Dick

Philipp K. Dick, dans ses textes récents ou plus anciens, reste Philipp K. Dick. C'est à dire excellent. J'ai lu vient de republier sous le titre *L'homme variable* trois nouvelles que l'auteur américain de science-fiction écrivit à ses débuts : *L'homme variable*, *Seconde variété*, *Rapport minoritaire*.

Trois nouvelles où l'on sent encore l'influence de A.E. Van Vogt (surtout dans la première). Les deux premières traitent de thèmes communs à la science-fiction : une ligne temporelle peut-elle être transformée par la venue d'un grain de sable, un homme arraché au passé ? (*L'homme variable*). La guerre stellaire entre Terra et Centaure s'en trouvera-t-elle modifiée ? *Seconde variété* est sans doute plus originale : comment ne pas éprouver une angoisse grandissante devant le



soudain auto-développement des « pincés » américaines, c'est-à-dire de robots originellement conçus pour tuer l'ennemi soviétique ? Variation

sur un thème, donc : et si la machine un jour dominait l'homme ? Quant à *Rapport minoritaire*, elle est de loin la plus actuelle : dans la droite ligne des marcellinades et de la campagne réactionnaire sur la peine de mort pour les « criminels ». Quelle est la meilleure façon de « guérir » le crime, sinon de le « prévenir »... et donc de le prévoir ? Anderton et ses mutants télépathes semblent avoir résolu le problème. « Précrime », l'organisation qu'il administre, a supprimé le crime depuis plusieurs décades : par l'arrestation préventive de tous les criminels potentiels ! Mais imaginons un instant que l'ordinateur qui crache les petites cartes accusatrices désigne comme futur coupable le directeur de « Précrime » lui-même... du suspens dans l'air.

P.D

« télévision »

TF 1

- 12.30 Madames êtes-vous libre ?
- 13.00 Journal
- 13.35 John l'intrépide (série britannique)
- 14.05 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau
Le voyage surprise de Pepito et Christobal. Tentative d'approvisionnement de phoques...
- 18.40 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir
Monsieur silence
- 22.25 En hommage à Fritz Lang : Liliom (1934)
Ce n'est malheureusement pas son meilleur film...

A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui madame
- 15.55 Annie agent très spécial (série américaine)
- 16.45 L'aventure est au nord
- 17.15 Les douze légionnaires (feuilleton)
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là, j'en témoigne
13 décembre 1940
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Molière
Pour rire et pour pleurer
N°1 L'illustre théâtre
- 21.35 Ah ! Vous écrivez
Interview de trois auteurs : Daniel Boulanger, Suzanne Prou et François-Régis Bastide
- 22.40 Journal

FR 3

- 19.05 Etranger, d'où viens-tu ? (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Erreurs judiciaires
Maitre Floriot devrait se reclasser : le métier de scénariste ne lui convient pas... inquiétant d'ailleurs pour un avocat.
- 20.55 Les grandes batailles du passé
Panipat (1526)
- 21.50 Journal

LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Pas de vacances pour la souscription. Rouge a toujours besoin de vous, que vous soyez en vacances ou non.

Chèques à l'ordre de Pierrette Chenot et à l'adresse du journal. CCP Paris n° 45-1-42

Ancien total	343 061,25
Fredo, Raphael et les autres pour Rouge	25,00
Sympathisante 20 ^e	500,00
Une militante PC pas si sectaire que ça	8,00
J.O.	25,00
Y.L. Paris 10 ^e	150,00
Diffuseurs Clermont	500,00
Diffuseurs Riom	550,00
Cercle ministère	300,00
Librairie Rouge	260,00
Groupe travailleurs portugais	500,00
6 militants CFDT	710,00
T.E. Nice	140,00
D.V. Bois colombes	40,00
Divers	220,00
Une enseignante Nantes	100,00
Diffuseurs Nancy dont militants CGT	395,00
Diffuseurs Brest	500,00
J.C.M. Paris 17 ^e	100,00
Y.M. Sympathisant Pau	500,00
Nouveau total	348 614,25

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE	CODE POSTAL	
VILLE		
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	COLLECTIVITES
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS	20 F	33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)
N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSAD.



AVIGNON : LA GENESE D'UN FESTIVAL

Le TNP et le Festival d'Avignon ont eu à n'en pas douter l'incarnation culturelle qu'on leur connaît, parce qu'ils ont mis en forme sur ce plan l'idéologie correspondant à la reconstruction nationale. Mais alors, qu'y avait-il donc de concret derrière les attaques du pouvoir dont fut victime Vilar, ou derrière celles d'un Thierry Maulnier ? Bien sûr le fait que Vilar ait l'appui des municipalités ouvrières et des syndicats : « Appui utile, appui dangereux, profère-t-il, certains applaudissements de samedi et de dimanche, laissait voir que l'on cherchait déjà à tirer parti de ces représentations, à donner à ce Théâtre National Populaire une coloration insidieusement politique. Si Vilar veut se maintenir dans les limites du théâtre pur, il faudra qu'il s'en défende » (Il s'agit de représentations du Cid en novembre 51) ?

Mais plus fondamentalement, il y avait que ces applaudissements si gênant allaient à des valeurs que la bourgeoisie avait trop dégradées pour qu'elles ne la gêne pas ; un théâtre se réclamant de l'essence du théâtre ne pouvait être tout simplement « pur », ne pouvait se passer d'une dimension en tout cas civique, soit tirer son essence de la vie sociale, donc politique.

Et Vilar, dans ses limites, resserra la signification de son travail au gré de l'évolution des tensions politiques, et corrélativement des propres problèmes du TNP face au pouvoir. De 1951 à 1963, sa position, qui le conduisit à la démission, avait beaucoup évolué.

De l'illusion lyrique à l'allusion politique.

S'il y avait évidemment une certaine détermination et certains risques à monter Brecht (*Mère Courage* en 51), même édulcoré, alors que la presse de droite à coup sûr serait hostile, et que le PCF considérerait l'auteur allemand gauchisant et trotskysant ; s'il y avait un certain sens à monter *le Cid*, pièce nationaliste, au moment où le PCF faisait une vigoureuse campagne contre la présence des troupes américaines en Europe, et organisait des manifestations contre la venue d'Adenauer en France, et celle du général américain Ridgway, les autres pièces représentées jusqu'en 58 n'enfonçaient pas de coins de fer dans la cuirasse du système.

Cependant, il faut noter que les polémiques que déclenchait le TNP portaient toujours sur des questions politiques : *Lorenzaccio* (1952) et la République (et la présence dans la pièce d'Allemands à Florence, que le PCF reprochait à Vilar d'avoir gommé), *Macbeth* (1954) et la tyrannie hitlérienne, *la Mort de Danton* (de Büchner, 1953) et le rôle de Danton et Robespierre dans la Révolution, *le Faiseur* (de Balzac, 1957) et la ploutocratie bourgeoise, etc.

Par contre, à partir de 1958 - et ce n'est pas un hasard - Vilar fourbit son appareil théâtral pour des coups plus précis. Le choix et le traitement d'*Ubu*, font dire au critique attiré de la rédaction J.J. Gautier, que la décision de Vilar est « insolente ».

Qu'on songe aux tortures dont menace le père Ubu ; ou que le jour de la révocation du Préfet de Police Lahillone et de son remplacement par Papon, le père Ubu dit : « Et vous, préfet de police, avec tous les égards qui vous sont dus, dans la trappe », et l'on comprend ce qui gêne la droite.

Il faut également citer la reprise de *Lorenzaccio* à Avignon en 59, peu après la constitution du ministère De Gaulle et la grande manifesta-



Mère courage, de Brecht

IV / 1951 - 1963 : LES ATTAQUES DE LA DROITE

tion de gauche qui lui répondit pour défendre la République. Le programme en outre mettait l'accent sur la politique de Polignac qui flattait les petites gens, le débarquement d'un corps expéditionnaire près d'Alger, les ordonnances de pleins pouvoirs...

Et durant les années 60-61 le TNP prit une position de plus en plus nette. Il y eut *Antigone* (de Sophocle) dont l'adaptation disait : « Le chef est le salut de la foule », « Il n'est pas de cité qui soit le bien d'un seul »... Et quand en novembre 60 le TNP monte *Arturo Ui* de Brecht, qui retrace l'ascension d'Hitler, la critique est unanime à reconnaître que « le ventre...encore fécond d'où surgit la bête immonde » ne relève pas d'une leçon d'histoire,

ceci quelques mois avant le putsch d'Alger. Et quelques mois après le putsch manqué, le TNP présente à Avignon « *L'alcade de Zalaméa* » (de Calderon, auteur espagnol du XVIIe siècle). Les généraux Challe et Zeller venaient d'être condamnés à 15 ans d'internement, mais les exactions se poursuivaient contre le peuple algérien en toute impunité. « La pièce traite du rapport de la justice militaire avec la Justice », dit Vilar, et l'officier incriminé de la pièce dit : « Force sera à la Justice de me renvoyer à mon Conseil de guerre, et là, si pénible que soit l'incident, je n'ai rien à craindre ». L'ensemble de la presse, hormis celle de gauche, ne voulut y voir hargneusement qu'une histoire d'amour, ou un délit de droit commun - il s'agissait d'un viol.

La paix (d'Aristophane, auteur de l'antiquité grecque), allait dans le même sens, mais eut cette fois une presse de droite fustigeante. Cela vaut la peine de citer : Hermès dit : « La cause initiale du fléau...c'est votre goût de vous en remettre à un seul quand ça va mal.

Au médecin de la famille. Au docteur « Tout va bien »... Un pays, ça ? Non, un hôpital. Le docteur règne, il passe entre les lits. Tout le monde sourit. Il est l'espoir ». Et la pièce reprenait le : « Je vous ai compris », « Hélas ! hélas ! hélas ! ». Cette fois J.J. Gautier ne suffit plus, Mauriac s'en mêla, dénonçant un Vilar qui « avec les moyens que l'Etat met à sa disposition, fait rire toute la jeunesse aus dépens du Président de la République ». Vilar prend position,

dans *l'Express*. Il dit avoir voulu commencer en 1947 par faire renaître le théâtre, mais « aujourd'hui ce n'est plus le théâtre qui compte d'abord... Le TNP ne peut pas continuer d'exister si la guerre continue, si les explosions et les attentats continuent, si les tortures continuent et si les coupables continuent d'être absous... La vie devient trop anormale... C'est au moment où le TNP fait son travail en jouant *La paix*, qu'il est encore attaqué » (1).

Ce n'est pas indépendamment de ces attaques qu'il donne sa démission, et pas indépendamment des unes et de l'autre, que la dernière pièce qu'il monta fut *Thomas More*, dont le thème est celui de l'homme seul face au pouvoir ; celui qui « arrête la machine de l'Etat quand ses responsables en usent avec déloyauté, mensonge, crime à l'égard de la loi, gardienne de tous », comme le dit Thomas More.

La critique de « Théâtre populaire »

Comme Thomas More, Vilar se situe à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, et n'est guère allé au-delà. Il en perdit néanmoins son outil de travail. Mais il est vrai qu'on ne mesure pas l'efficacité du combattant au nombre de ses blessures. Aujourd'hui, une critique radicale, qui s'est exprimée au Festival d'Avignon de 68, en fait un homme de théâtre bourgeois, ni plus ni moins ; une autre critique, la critique réformiste, le reprend à son compte, avec son son Festival, sans critique. Le problème est certainement plus compliqué que cela. Et la critique la plus sérieuse, à l'époque (sur la période actuelle nous reviendrons plus tard) était celle de « Théâtre populaire », notamment avec R.Barthes et B.Dort, influencés par la découverte de Brecht.

Cette critique reproche à Vilar une position moralisante, autour des thèmes abstraits de la Justice, de la Liberté, etc. et au niveau théâtre, des critères tous aussi abstraits : « lieu noble, pur », etc. Mais l'essentiel va d'avantage au fait que la politisation du théâtre de Vilar procède par le glissement d'allusions politiques à l'intérieur d'une forme inchangée quant à ses notations fondamentales. C'est ainsi qu'à propos de *Galilée* (de Brecht) Dort critique dans la représentation du TNP, l'accent mis sur le drame personnel de Galilée, et l'estompage de la question du pouvoir de l'Eglise qui est central dans la pièce. Et que Barthes voit dans *Ubu*, une satire capable d'amuser, mais non de mettre, comme il le souhaite, mal à l'aise.

Il faudrait pouvoir s'étendre. Mais en deux mots, il nous paraît certain que la critique est correcte. Et que ce qui fait particulièrement problème dans le théâtre du TNP, c'est la remise en cause globale du théâtre, comme fonction, comme forme qui soit celle d'un contenu qui ne paraisse pas inséré subrepticement, et comme contenu capable d'engendrer sa forme.

(A SUIVRE)

P.Razdac

(1) Guy Leclerc, *Le TNP de Vilar*, 10/18

